



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 17 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



RENARD

3 rue du général de Gaulle
77970 Pécy

Références : E2023-0356
Code AIOT : 0006502210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2023 dans l'établissement RENARD implanté 3, rue du général de Gaulle 77970 PECY. L'inspection a été annoncée le 02/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une précédente visite d'inspection, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 22 septembre 2015 à l'encontre de la Société. Celle-ci était contrainte de respecter, avant fin avril 2016, certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Suite à un recours privé de cette Société contre l'un de ses fournisseurs, l'activité de décapage chimique, faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, est temporairement à l'arrêt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENARD
- 3, rue du général de Gaulle 77970 PECY
- Code AIOT : 0006502210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée depuis les années 1990, la Société RENARD est spécialisée dans le traitement chimique et thermique de diverses pièces pour d'autres Sociétés.

Le gérant est le seul salarié du site.

Les activités de la Société RENARD sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2 IC 248 du 22 octobre 1998 autorisant la SARL RENARD à exploiter un atelier de décapage (traitement chimique de métaux par décapage [...]) à PECY, 3 rue du Général de Gaulle et l'arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/UT77/196 du 22 décembre 2015 actualisant la situation administrative, et imposant des prescriptions complémentaires concernant les rejets atmosphériques et les bains de traitement pour le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques,
- risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des déchets ont été observés sur le site. L'Inspection des Installations Classées a rappelé que les déchets doivent être évacués régulièrement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Concentrations en polluants atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 22/09/2015, article 1er	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Flux de polluants atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 22/09/2015, article 1er	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Flux de polluants atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 22/09/2015, article 1er	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage thermique	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.V Art.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique	Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.IArt.7.1.1	/	Sans objet
5	Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.1.1	/	Sans objet
10	Protection des bacs	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.VArt.3.1.3	/	Sans objet
13	Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 6	/	Sans objet
14	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 7.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu d'un différend avec le fournisseur de charbon actif (utilisé pour le traitement des rejets de dichlorométhane), l'activité de décapage chimique reste en arrêt temporaire. De ce fait, aucun contrôle des rejets atmosphériques n'a été réalisé.

Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir informer l'Inspection du redémarrage de son activité de décapage chimique (utilisation du STRIPAC) dès la remise en route des installations. Les contrôles relatifs à l'activité de décapage chimique, faisant l'objet de non-conformités lors de la visite d'inspection de janvier 2023, devront être effectués 1 mois après le redémarrage de l'activité ; les rapports associés devront être transmis à l'Inspection dès réception.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Concentrations en polluants atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2015, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Société RENARD, dont le siège social est situé 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970), est mise en demeure, pour son site situé à la même adresse, de respecter avant le 30 avril 2016 l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé en : - limitant la valeur de la concentration globale des solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 à 20 mg/Nm3 [...]
Constats : Aucune analyse de la qualité des rejets atmosphériques au droit des bords n'a été réalisée en 2022 ; le respect de cette prescription n'a pas pu être vérifié. L'exploitant a toutefois indiqué ne pas avoir utilisé de STRIPAC (contenant 80 % de dichlorométhane) depuis au minima l'été 2017, suite à un différend avec le fournisseur de charbon actif (utilisé pour le traitement des rejets de dichlorométhane). La cuve contenant le STRIPAC a été vidangée dans l'attente d'une solution suite au différend rencontré. Pour rappel : selon le rapport relatif au contrôle des rejets atmosphériques publié par l'APAVE le 25 juillet 2016, la concentration en dichlorométhane (mention de danger H351) s'élevait à 1 233 mg/Nm3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Flux de polluants atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2015, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La Société RENARD, dont le siège social est situé 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970), est mise en demeure, pour son site situé à la même adresse, de respecter avant le 30 avril 2016 l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé en : [...] - limitant le flux annuel des émissions diffuses à 20 % de la quantité de solvants utilisée pour les COV [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que compte tenu de l'absence d'utilisation de STRIPAC depuis a minima l'été 2017, la consommation de solvants pour l'année 2022 s'élève à 0 t. Ainsi, aucun Plan de Gestion de Solvants au titre de cette année 2022 n'a été présenté. Compte tenu de l'absence d'analyses et de réalisation d'un plan de gestion, le respect de ces prescriptions n'a ainsi pas pu être vérifié. Pour rappel : selon le rapport relatif au Plan de Gestion des Solvants (PGS) au titre de l'année 2015 publié par l'APAVE en juillet 2016, la quantité d'émissions diffuses pour les COV (méthanol, isopropanol, acétone, éthanol) s'élevait à 41,3 %. Selon le rapport relatif au Plan de Gestion des Solvants (PGS) au titre de l'année 2016 publié par l'APAVE en mai 2017, la quantité d'émissions diffuses pour les COV (méthanol, isopropanol, acétone, éthanol) s'élevait à 0 %.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Flux de polluants atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2015, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Société RENARD, dont le siège social est situé 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970), est mise en demeure, pour son site situé à la même adresse, de respecter avant le 30 avril 2016 l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé en : [...]</p> <p>- limitant le flux annuel des émissions diffuses à 10 % de la quantité de solvants utilisée pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 (notamment le dichlorométhane). [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que compte tenu de l'absence d'utilisation de STRIPAC depuis a minima l'été 2017, la consommation de solvants pour l'année 2022 s'élève à 0 t. Ainsi, aucun Plan de Gestion de Solvants au titre de cette année 2022 n'a été présenté.</p> <p>Compte tenu de l'absence d'analyses et de réalisation d'un plan de gestion, le respect de ces prescriptions n'a ainsi pas pu être vérifié.</p> <p>Pour rappel : selon le rapport relatif au Plan de Gestion des Solvants (PGS) au titre de l'année 2015 publié par l'APAVE en juillet 2016, la quantité d'émissions diffuses pour le dichlorométhane (mention de danger H351) s'élevait à 96,4 %.</p> <p>Selon le rapport relatif au Plan de Gestion des Solvants (PGS) au titre de l'année 2016 publié par l'APAVE en mai 2017, la quantité d'émissions diffuses pour le dichlorométhane (mention de danger H351) s'élevait à 53 %.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.IArt.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution de sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une grande capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir,</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Ainsi, une rétention sera installée sous la cuve des bains usés. [...]</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</p> <p>dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 L ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. [...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. [...]</p> <p>Constats : Le site dispose de plusieurs cuves de bains chimiques.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir, a priori temporairement, vidé la cuve de STRIPAC, celle d'eau et une autre cuve qui contenait de la soude (celle à proximité de la cuve d'acide oxalique).</p> <p>Seule 1 cuve contenant a priori de l'acide oxalique a été observée en partie remplie ; celle contenant anciennement le STRIPAC a été observée vide.</p> <p>Plusieurs cuves ayant été observées vides, les rétentions sont considérées comme suffisantes.</p> <p>Pour rappel, lors d'une précédente visite d'inspection du 21 juillet 2016, l'une des cuves contenant de la soude, celle contenant du STRIPAC et la cuve de rinçage étaient stockées sur une même rétention. Compte tenu de la mise en place de la troisième cuve (cuve de rinçage) au sein de cette rétention, la capacité de la rétention devenait insuffisante. L'exploitant avait indiqué que le site dispose d'une fosse enterrée à proximité de cette rétention. Compte tenu de la disposition de l'atelier, en cas de fuite, les produits contenus dans les cuves auraient été dispersés dans l'ensemble de l'atelier, et non uniquement dans la fosse.</p> <p>Il avait été rappelé à l'exploitant qu'il devait s'assurer qu'en cas de fuite d'à minima une cuve, les produits chimiques seraient confinés (dans une rétention), et ne devaient pas se répandre dans tout l'atelier.</p> <p>Lors d'une précédente visite d'inspection de 2016, l'autre cuve contenant de la soude et celle contenant l'acide oxalique (cette cuve contenait auparavant du phosphatant) étaient stockées également sur une même rétention. La Société avait indiqué que ces produits n'étaient pas incompatibles. Après un test effectué sur le site, ces produits s'étaient avérés incompatibles (apparition d'une mousse volumineuse).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions [...] Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyses [...]
Constats : Un couvercle a été observé sur chacune des 5 cuves présentes sur le site, limitant grandement les rejets diffus dans l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit : - acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/Nm ³ , - alcalins exprimés en OH : 10 mg/Nm ³ , - AOX : 20 mg/Nm ³ .
Constats : Aucune analyse de la qualité des rejets atmosphériques au droit des bords n'a été réalisée en 2022 ; le respect de cette prescription n'a pas pu être vérifié. Pour rappel, lors des campagnes d'analyses de mars 2015 et juillet 2016 au droit de la cuve de STRIPAC Base Eco, les concentrations en Composés Organiques Volatils (COV) et en dichlorométhane avaient été mesurées, mais les paramètres acidité, alcalinité et AOX n'avaient pas été recherchés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté : - le débit des effluents exprimé en mètres cubes par heure [...] après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sera au maximum de 800 Nm ³ /h. La vitesse verticale d'émission sera supérieure à 8 m/s. La hauteur de cheminée est au minimum de 7 mètres. [...]
Constats : Un contrôle des rejets atmosphérique pour le décapage thermique a été réalisé en juin 2021, puis en janvier 2023. Le rapport suite à l'intervention de janvier 2023 n'a pas encore été rédigé par le laboratoire de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau), - le traitement conforme des effluents gazeux. <p>Une fois par an, l'exploitant devra faire procéder par un organisme compétent, dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées, à des prélèvements et mesures visant à contrôler les concentrations et les flux de polluants émis par les installations et visés à l'article 3.2.2 précédent.</p> <p>Les résultats des contrôles seront transmis dès leur réception à l'inspecteur des installations classées. Toute anomalie doit être signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>Constats : Par courrier non daté reçu le 19 octobre 2015, la Société avait transmis un rapport relatif à l'évaluation de la qualité de l'air des lieux de travail, publié par le laboratoire CERECO en août 2015. Du méthanol et du dichlorométhane avaient été mesurés à des quantités importantes ; de l'hydroxyde de sodium et de l'hydroxyde de potassium avaient été mesurés à des quantités acceptables. Il ne pouvait donc être considéré que les systèmes d'aspiration étaient efficaces. Par ce même courrier, la Société avait précisé que suite à la réception de ce rapport, toutes les cuves avaient été munies d'une aspiration (pouvant fonctionner indépendamment) et étaient pourvues d'un couvercle.</p> <p>Par la suite, un nouveau rapport relatif à la mesure et à l'analyse des conditions d'aération et d'assainissement de l'air en milieu de travail a été publié par l'APAVE en juin 2016, pour la cuve de STRIPAC. L'efficacité moyenne a été mesurée à 97,7 %, l'efficacité minimale à 78,3 % ; l'efficacité recommandée est fixée à 85 % (valeur de référence). L'efficacité minimale était donc insuffisante. Toutefois, il est noté que suite à la modification des installations (mise en place d'un ventilateur d'extraction d'air plus puissant), l'efficacité moyenne était supérieure à celle mesurée en décembre 2015 (augmentation de 17,1 à 97,7%) ; il en était de même pour l'efficacité minimale (de 0,9 % à 78,3%).</p> <p>Le rapport relatif au contrôle des rejets atmosphériques publié par l'APAVE le 27 juillet 2016 stipule que le dispositif d'extraction d'air fonctionne uniquement lorsque le couvercle est ouvert ; l'aspiration est arrêtée lors du décapage (couvercle abaissé).</p> <p>D'autre part, aucun contrôle des rejets atmosphériques du four n'a été réalisé en 2022 ; le dernier contrôle date de 2021. L'exploitant a indiqué avoir déjà pris contact avec un laboratoire pour faire réaliser ces mesures en janvier 2023.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées demande que ce rapport soit transmis dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.VArt.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue [...] et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. [...]</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de contrôle des installations électriques en 2022. Il a pris contact avec l'organisme pour que ce contrôle soit réalisé en mars 2023.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées demande que ce rapport soit transmis dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Protection des bacs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.VArt.3.1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les bacs de traitement seront recouverts d'une protection pendant les phases de trempage ou d'inutilisation afin d'éviter toute chute à l'intérieur.</p>
<p>Constats : Les cuves ont été observées munies d'un couvercle dont l'étanchéité semble efficace, limitant grandement les rejets diffus dans l'atelier et permettant d'éviter une chute à l'intérieur des cuves.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 3.1 "Rejet des effluents provenant des bains de décapage chimique" de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé sont complétées par celles-ci :</p> <p>« Composés Organiques Volatils (COV) à l'exclusion du méthane : 75 mg/m³, Solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 : 20 mg/m³.</p> <p>D'autre part, le flux annuel des émissions diffuses ne doit en outre pas dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les COV à l'exclusion du méthane : <ul style="list-style-type: none"> * pour une consommation de solvants inférieure ou égale à 10 t/an : 20 % de la quantité de solvants utilisée, * pour une consommation de solvants supérieure à 10 t/an : 15 % de la quantité de solvants utilisée, - pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 : <ul style="list-style-type: none"> * pour une consommation de solvants inférieure ou égale à 5 t/an : 15 % de la quantité de solvants utilisée, * pour une consommation de solvants supérieure à 5 t/an : 10 % de la quantité de solvants utilisée. » <p>Constats : Aucune analyse de la qualité des rejets atmosphériques au droit des bains n'a été réalisée en 2022 ; le respect de cette prescription n'a pas pu être vérifié. L'exploitant a toutefois indiqué ne pas avoir utilisé de STRIPAC depuis a minima l'été 2017, suite à un différend avec le fournisseur de charbon actif (utilisé pour le traitement des rejets de dichlorométhane). La cuve contenant le STRIPAC a été vidangée dans l'attente d'une solution suite au différend rencontré.</p> <p>Pour rappel : selon le rapport relatif au contrôle des rejets atmosphériques publié par l'APAVE le 25 juillet 2016, la concentration en dichlorométhane (mention de danger H351) s'élevait à 1 233 mg/Nm³, celle en COV totaux à 357 mg/Nm³ en moyenne, avec un maximum à 462 mg/Nm³.</p> <p>Dans le rapport relatif au PGS au titre de l'année 2014, il était précisé que la quantité de COV mesurée n'était pas représentative de la quantité de COV réelle (elle était sous-évaluée) car le principal COV rejeté était le dichlorométhane (83 %). Or la technique utilisée pour mesurer les COV n'était pas sensible au dichlorométhane. Aucune précision quant au capteur n'apparaît dans le rapport de 2016 ; le facteur de réponse pour la liaison halogénée (chlorée) n'a pas été transmis par le prestataire. La concentration réelle en dichlorométhane pourrait ainsi être supérieure à la concentration mesurée.</p> <p>L'exploitant avait indiqué que compte tenu de l'absence d'utilisation de STRIPAC depuis a minima l'été 2017, la consommation de solvants pour cette année 2022 s'élève à 0 t. Ainsi, aucun Plan de Gestion au titre de cette année 2022 n'a été présenté.</p> <p>Compte tenu de l'absence d'analyses et de réalisation d'un plan de gestion de solvants, le respect de ces prescriptions n'a ainsi pas pu être vérifié.</p> <p>Pour rappel : selon le rapport relatif au Plan de Gestion des Solvants (PGS) au titre de l'année 2015 publié par l'APAVE en juillet 2016, la quantité d'émissions diffuses pour les COV (méthanol, isopropanol, acétone, éthanol) s'élevait à 41,3 % ; celle pour le dichlorométhane (mention de danger H351) à 96,4 %.</p> <p>Selon le rapport relatif au Plan de Gestion des Solvants (PGS) au titre de l'année 2016 publié par l'APAVE en mai 2017, la quantité d'émissions diffuses pour les COV (méthanol, isopropanol, acétone, éthanol) s'élevait à 0 % ; celle pour le dichlorométhane (mention de danger H351) à 53 %.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 4 "Autosurveillance-contrôle" de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé sont complétées par celles-ci :</p> <p>« Une campagne de mesures annuelle doit également être réalisée pour contrôler les concentrations et les flux de polluants émis par les rejets atmosphériques des bains de traitement.</p> <p>La transmission des résultats des analyses concernant l'ensemble des contrôles portant sur les rejets atmosphériques. »</p> <p>Constats : Aucune analyse de la qualité des rejets atmosphériques au droit des bains n'a été réalisée en 2022. Toutefois, l'exploitant a indiqué ne pas avoir utilisé ses bains de décapage en 2022.</p> <p>Il est rappelé que lors des campagnes d'analyses réalisées en mars 2015 et en juillet 2016 au droit de la cuve de STRIPAC Base Eco, les paramètres acidité, alcalinité et AOX n'avaient pas été recherchés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsque la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 1 t/an, un Plan de Gestion de Solvants (PGS) au titre de l'année N mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation doit être réalisé avant fin mars de l'année N+1. [...]</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection, aucun Plan de Gestion de Solvants au titre de l'année 2022 n'a été présenté.</p> <p>L'exploitant a indiqué que compte tenu de l'absence d'utilisation de STRIPAC depuis a minima l'été 2017, la consommation de solvants pour cette année 2022 s'élève à 0 t.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants : [...] extincteurs appropriés aux risques particuliers. La défense extérieure contre l'incendie sera assurée au moyen d'un poteau d'incendie [...] capable d'assurer un [...] (débit unitaire 60 m3/h). L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devrait être maintenu en bon état de service et périodiquement vérifié.
Constats : Plusieurs extincteurs contrôlés en 2022 ont été observés sur le site. Un poteau incendie est situé à 170 m du site. Celui-ci a été vérifié en mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

